

## Le crépuscule de l'Angleterre (1)

### Le contexte historique

On se demande depuis longtemps dans quelle mesure on peut tirer des leçons de l'histoire. Cela dépend beaucoup des capacités de l'élève. Il n'y a probablement aucun domaine, hormis l'économie, dans lequel la conjecture joue un si grand rôle. On peut sélectionner pratiquement n'importe quel ensemble de faits pour prouver n'importe quelle théorie, aussi absurde qu'elle soit. Dans ce chapitre, nous ne tenterons pas de faire une généralisation philosophique. Notre seul but est de montrer comment le développement historique de l'Angleterre a contribué à la décision fatidique et fatale que son gouvernement a prise le 3 septembre 1939.

Il y a quelque chose de dramatiquement ironique dans le choix de cette date par M. Chamberlain. Car le 3 septembre est la date de naissance d'Oliver Cromwell et aussi celle de sa mort. Et très rares sont ceux qui comprennent combien l'Angleterre d'aujourd'hui est redevable à Cromwell. Ce personnage frustre, coriace, sans scrupules et hypocrite a toujours ses admirateurs. Même des lettrés aussi perspicaces et aussi essentiellement honnêtes que Thomas Carlyle lui ont rendu hommage. Et la plupart des libéraux anglais, qui rejettent la dictature, ont chanté les louanges de cet autocrate belliqueux parce qu'il a été le premier Anglais à réaliser une unité métaphysique totale entre la Bible, l'argent et l'épée. Le lecteur ne doit pas penser que nous entendons contester les vertus de Charles I, le bon père et le mari fidèle. Au contraire, si cet homme, qui avait la foi du charbonnier, avait su tenir sa parole, s'il ne s'était pas considéré comme l'ambassadeur tout-puissant de l'Angleterre, il est tout à fait possible que le nom d'Oliver Cromwell serait resté enveloppé dans la médiocrité d'où il est sorti. Le destin en décida autrement.

C'est en 1642 qu'éclata la guerre civile anglaise, qui devait plonger toutes les îles britanniques dans le chaos. D'un côté, il y avait Charles, représentant la monarchie illimitée, l'Église anglicane et, dans une petite mesure, un concept féodal de la société ; de l'autre, une combinaison vraiment très étrange. C'était essentiellement un parti composé des factions bourgeoises et puritaines qui avaient déjà montré des signes d'agressivité sous le règne d'Elizabeth.

Le despotisme des Tudors avait été établi en 1485 parce que le commerce aurait été impossible sans un gouvernement fort et aussi parce que le pays tout entier en avait assez des disputes permanentes qui agitaient ce qui restait de la vieille aristocratie. Mais à peine cette autocratie, cette dictature, avait-elle apporté la prospérité aux Anglais qu'un mouvement commença à la renverser. Il était des plus naturels que les princes marchands, enrichis par le butin du Nouveau Monde, refusent de payer des impôts – et de lourds impôts – au trône, auquel ils devaient leur réussite. La tendance sinistre à considérer l'argent

et le pouvoir comme synonymes se fit jour dès cette époque dans l'histoire anglaise. Cette nouvelle plutocratie fut soutenue avec enthousiasme par les puritains. Ces extrémistes, sincères quoique fanatiques, avaient d'indubitables griefs. On leur avait positivement interdit de pratiquer leur religion. Ils étaient, dans de nombreux cas, persécutés avec l'intolérance de l'époque, comme l'étaient les catholiques romains. Ces puritains, cependant, étaient enivrés de philosophie juive. Ils ne se contentaient pas de lire l'Ancien Testament. Il fallait qu'ils s'identifient aux personnages qui s'y trouvent. Ils s'appelaient par exemple « Hew-Agag-In-Pieces-Before-The-Lord ». (1) Ben Jonson exagérait à peine quand il appela ses puritains Tribulation Wholesome et Zeal-in-the-Land. (2) Certes, le matérialisme des Juifs, tel qu'il est exposé dans l'Ancien Testament, s'était gravé dans leurs âmes : car, avec tous leurs psaumes et tous leurs hymnes, ils commencèrent bientôt à gagner beaucoup d'argent. Par un processus plutôt obscur, ils s'insinuèrent progressivement dans les classes marchandes, peut-être parce que leur religion ne leur permettait aucun vice, sauf la cupidité. Si leur entrée dans la plutocratie n'est pas facile à expliquer, il n'est pas difficile d'expliquer pourquoi un grand nombre de marchands devinrent puritains. C'est qu'il semblait beaucoup plus digne de protester contre la Couronne au nom de la liberté religieuse que pour la défense de l'évasion fiscale. Ainsi, sous le prétexte de se battre pour le protestantisme, beaucoup de personnages riches livraient une grande bataille pour la suprématie politique.

Les Cavaliers (3) voyaient relativement clair dans leur jeu : mais ils étaient très loin d'avoir confiance en leur roi. Le destin du comte de Strafford (4) avait montré à quel point on pouvait compter sur la fidélité personnelle de Charles. La cause du roi était soutenue par au moins la moitié de la population anglaise : mais il n'y avait pas de dirigeants dignes de confiance et le parlement disposait de l'argent de la City. Les royalistes n'avaient pas plus que ce qu'ils pouvaient retirer de leurs propriétés et de leurs biens familiaux. C'était vraiment une guerre entre Mammon et les Légions des Perdus. Mammon l'emporta. Cromwell devint le dictateur militaire de la révolution. Non seulement il exécuta le roi, mais les bavards parlementaires furent traités sans ménagements. Si la guerre avait été faite pour la défense de la liberté parlementaire, le dirigeant des forces parlementaires n'eut aucune hésitation à faire mettre littéralement à la porte du parlement tous ceux de ses membres qui n'étaient pas d'accord avec lui. Cet homme remarquable convoqua une assemblée exceptionnelle après l'autre dans une tentative pitoyablement infructueuse de prouver qu'il croyait à la représentation populaire : mais ses intentions véritables n'apparurent au grand jour qu'à partir du moment où il eut placé le pays entier sous l'administration de dix majors-généraux, dont la principale préoccupation fut d'empêcher les gens de manger des mince pies à Noël ou de s'amuser le dimanche.

Un acte positif mémorable doit être inscrit au crédit d'Olivier. Il réadmit les Juifs en Angleterre, d'où ils avaient été bannis bien des siècles auparavant par ce monarque éminemment sage que fut Edouard I. Il est plus que probable que les usuriers juifs avaient aidé la City à remporter la victoire sur la Couronne : et il est intéressant de noter qu'après la migration de la petite noblesse juive en Angleterre, Amsterdam commença à perdre son importance comme centre financier. Et, en vingt ans, Angleterre fit trois fois la

guerre à la Hollande. Ce sont là des faits : et il faut laisser le lecteur en tirer la conclusion qu'il veut. La Hollande dépendait évidemment du commerce extérieur et non de ses propres sources de richesse : et son déclin comme place financière de premier ordre date de l'accession au pouvoir d'Olivier Cromwell. Sans suggérer que ces tire-sous juifs apportèrent la prospérité à l'Angleterre, le fait est que leur arrivée donna le signal de l'adoption de cette philosophie du commerce qui perdure depuis en Angleterre. L'organisation financière de la City commença à se développer dans une direction qui aboutit à l'établissement, en 1694, de la Banque d'Angleterre comme organisme de crédit privé du gouvernement.

Cromwell mourut en 1658. Il n'avait tout simplement pas réussi à créer un système de gouvernement constructif. Il léguait ses pouvoirs à son fils, Richard, un humble incompétent qui suivit le conseil des chefs militaires et se retira rapidement de la vie publique. Moins d'un an plus tard, l'Angleterre était en proie à l'anarchie. Les généraux ne savaient pas sur quel pied danser, la sécurité des biens n'était plus assurée et les marchands commençaient de nouveau à se plaindre : « Donnez-nous un gouvernement qui rétablisse l'ordre public et nous permette de gagner de l'argent. » En fait, cette classe et, même, un bon nombre de ceux qui avaient pris les armes contre leur souverain, le roi Charles I, déclarant que la monarchie était une mauvaise chose et une invention du diable, se mirent alors à réclamer à cor et à cri un nouveau roi.

Et, bien sûr, il y eut un roi. Le débonnaire Charles Stuart, qui avait appris tous les secrets du parasitisme et de la tromperie à la cour de France, avait volontiers accepté le trône, avait pris la ferme résolution de ne plus jamais partir en voyage. Ce curieux personnage, avec cette diplomatie dans laquelle il était passé maître, acquit un pouvoir personnel plus fort que tout autre monarque anglais depuis les Tudors : en effet, au cours des quatre dernières années de sa vie, il gouverna sans parlement. Néanmoins, un coup fatal fut porté au principe de la monarchie absolue : et le pouvoir de Charles ne lui survécut pas. Tout, chez son successeur, Jacques II (5), fut admirablement calculé pour le détruire.

Entre-temps, cependant, un changement révolutionnaire s'était produit dans la politique anglaise. Le système de partis avait été créé. En 1679, tous les ménages anglais connaissaient les termes de « Whig » et de « Tory ». Une grande lutte se déroulait : et la question était, théoriquement au moins, de savoir si le catholique duc d'York devait succéder au trône. Les Tories, le parti de la cour, représentaient les restes des Cavaliers. Ils défendaient la monarchie, le droit divin des rois, l'Église anglicane et, dans une grande mesure, les intérêts agricoles. C'étaient, pour la plupart, des aristocrates ou des hommes qui croyaient à une aristocratie foncière comme base de l'organisation sociale. Les Whigs maintenaient la suprématie du parlement, la nécessité du protestantisme – plus il était extrême, mieux c'était – et les intérêts de la finance de la City par opposition à ceux de l'industrie agricole. Ils étaient les successeurs des Roundheads, (6) mais ils avaient attiré dans leurs rangs un certain nombre de personnes qui n'avaient aucune conviction réelle et étaient simplement dégoûtés par la conduite et le caractère des

Stuarts. De ces éléments indéterminés sortirent plus tard des hommes comme Chatham et Burke, à qui aucun motif indigne ne peut être légitimement imputé. D'autre part, la politique des Whigs consistait en un matérialisme crasse et celle du toryisme se réduisait à une incomptence mystique et à une attitude purement négative envers le progrès que la dynamique de la civilisation exigeait. Ainsi, pendant des siècles, l'Angleterre fut condamnée à être divisée, les descendants financiers des Roundheads ne cessant de se servir des descendants héroïques mais peu réalistes des Cavaliers.

C'est une très grave erreur de croire que le parti conservateur d'aujourd'hui représente l'ancienne philosophie tory. Le fait est qu'après 1745 Whiggery détruisit tout ce qui restait du vrai toryisme : et dès lors, à quelques rarissimes exceptions près, qui menaient un combat d'arrière-garde sans espoir, le peuple anglais s'accoutuma pour le meilleur ou pour le pire aux différentes formes de la politique whig. C'est ainsi que le matérialisme du monde de la finance s'empara de l'Angleterre. Il serait fastidieux d'énumérer les diverses tentatives qui furent faites pour ressusciter le parti tory. Disons qu'il est mort le jour où la lande désolée de Culloden fut jonchée des corps de ceux qui avaient cru possible de restaurer la dynastie des Stuarts.

Entre-temps, la constitution anglaise avait été transformée radicalement. Lorsque, en 1689, William, prince d'Orange par la grâce de Dieu, débarqua en Angleterre et que son beau-père prit ses jambes à son coup, (7) un nouveau chapitre de l'histoire anglaise s'ouvrit. William était l'homme dont les Whigs avaient besoin : et de nombreux Tories l'acceptèrent parce qu'il ne pouvait pas être pire que James II. William était un personnage héroïque, quoique sombre. Grand combattant, il avait l'habitude de perdre les batailles et de gagner les guerres. Mais ses intérêts étaient très loin d'être ceux de l'Angleterre. Le seul but de sa vie était d'empêcher la Hollande d'être consumée par la splendeur du roi Soleil. C'est dans le seul but d'acquérir des ressources plus importantes dans sa lutte contre les agresseurs français qu'il assuma la responsabilité de faire semblant de diriger l'Angleterre. Et un homme qui faisait semblant de gouverner était exactement ce que la City voulait. Il fallait placer la façade de l'ancienne tradition devant la structure corrompue de la finance internationale que les architectes de l'usure se construisaient. William ne saisit jamais la réalité de la politique anglaise. Les Whigs qui l'avaient amené en Angleterre le traitèrent comme une sorte d'importun ; et il n'arriva pas à comprendre les intrigues interminables de John Churchill, mieux connu sous le nom de duc de Marlborough, un des seuls ancêtres présentables de Winston Churchill. Durant son règne, deux événements importants se produisirent. D'abord, le parlement, composé des restes de l'ancienne aristocratie et, dans une proportion beaucoup plus grande, des pionniers de la nouvelle ploutocratie, devint suprême. Il n'avait rien de démocratique. La grande majorité des gens n'avait pas le droit de vote : mais le décor était planté pour la lutte finale entre la ville et la campagne, l'argent et la race, la corruption et l'autorité.

Le deuxième événement d'importance sous le règne de William fut la fondation de la Banque d'Angleterre. Cette institution avait pour fonction de dégager pour le gouvernement des crédits à un

taux d'intérêt élevé. Elle était disposée à prêter de génération en génération et à toucher des intérêts en conséquence. Ce processus cumulatif produisit des résultats mathématiquement étonnants : car la Banque d'Angleterre fut le facteur principal de la constitution de la dette nationale. En 1705, Dean Swift (8) cria au scandale : « Quoi ! Une dette nationale de cinq millions de livres. Eh bien, les Grands Alliés (9) nous ont menés à notre perte. » La propension de Dean aux grossièretés se serait déchaînée, s'il avait pu s'imaginer que la dette nationale de l'Angleterre atteint aujourd'hui des dizaines de milliards de livres. Si seulement les hommes d'État avaient été obligés d'étudier les lois de l'intérêt composé, le destin du genre humain aurait pu être très différent. Même une connaissance de l'intérêt simple aurait été utile dans ce cas. Mais les gentilshommes du dix-huitième siècle évitèrent les mathématiques, qui n'étaient d'aucune utilité à la table de bridge. Certaines personnes, qui n'étaient pas des gentilshommes, exploitèrent leur simplicité. Bien sûr, Robert Walpole, le fondateur du gouvernement parlementaire et le premier Premier ministre de l'Angleterre, savait très bien ce qu'il faisait. Sa devise, « il ne faut pas réveiller le chien qui dort », confirme qu'il se préoccupait de choses plus immédiates et n'essayait pas de légiférer pour ses successeurs.

George I, électeur d'Hanovre et roi d'Angleterre, ne parlait pas anglais. Après avoir essayé de conduire les affaires en latin avec ses ministres, il y renonça la mort dans l'âme et s'occupa comme il put dans un pays où il ne se sentit jamais chez lui. Il ne fit de mal à personne et soutint la tradition et la succession protestante. Désormais, le roi était destiné à être un homme de paille. Dès lors, il ne pouvait pas faire de mal, car il ne pouvait rien faire. George III essaya vraiment de devenir l'autocrate des colonies américaines. L'Angleterre perdit toute l'Amérique du Nord, sauf le Canada : et ensuite les monarques s'abstinent de toute intervention importante dans la politique. Peut-être convient-il de noter, par exception, l'opposition obstinée de George III au projet de Pitt de donner aux catholiques romains irlandais cette liberté religieuse qui, si on la leur avait accordée à temps, aurait pu changer le cours de l'histoire de l'Irlande.

Une fois la monarchie tombée dans l'obscurité, où elle subsiste lamentablement aujourd'hui, la politique de partis commença à jouer un rôle prédominant dans la vie anglaise. Si les Whigs dirigèrent l'Angleterre pendant presque tout le dix-huitième siècle, ils durent compter avec l'opposition : et cette opposition fut souvent fondée sur l'ambition plutôt que sur la politique. Je doute que quiconque puisse vraiment dire ce que Bolingbroke voulait : ce qui est certain est qu'il détestait les Whigs. Longtemps après que les vieux Tories eurent été enterrés, un nouveau parti tory apparut brusquement en 1770 sous la houlette de Lord North, cette fois au service de la Maison de Hanovre. Il ne fit pas long feu : mais il servit à fournir la condition préalable à la politique de partis, à savoir qu'il devait y avoir plus d'un parti. Plus il y a de partis, plus les individus ont des opportunités. La politique en vint à être considérée comme une profession lucrative ; grâce au système du népotisme, les gentilshommes qui avaient des amis haut-placés pouvaient obtenir le commandement d'un régiment dans les Indes occidentales pour des collègues sur les femmes desquels ils avaient des visées précises, à défaut d'être honorables.

Deux problèmes graves commencèrent à apparaître graduellement au cours du dix-huitième siècle. Le premier fut le déclin non seulement de l'aristocratie, mais, petit à petit, de toutes les valeurs qui ne pouvaient pas être corrélées avec les livres, les shillings et les pennies. Il est étrange qu'un siècle aussi porté sur la poésie, la conversation, les belles-lettres et toutes les formes de culture n'ait fait qu'annoncer l'industrialisme matérialiste, impitoyable et terne qui attendait déjà impatiemment son heure. Pourtant, il en a toujours été ainsi dans le long fleuve de l'histoire. La brillante période augustéenne de la littérature romaine, dans laquelle des hommes d'une grande créativité intellectuelle atteignirent des sommets jusque-là inégalés dans l'histoire de l'Europe occidentale, ne fut qu'un après-midi radieux avant le crépuscule qui marqua le règne de Constantin et l'obscurité totale des siècles qui le suivirent.

Le deuxième évènement sinistre fut le début de ce déclin agricole qui devait continuer pendant presque deux siècles et finir par acculer l'Angleterre à imposer un blocus alimentaire à l'Allemagne en dépit du fait qu'elle n'avait aucune ressource propre.

Charles II, tout en soutirant de l'argent à Louis XIV et en usant de son charme incontestable auprès de dames qui n'étaient que trop enclines à y succomber, n'était pas sans porter un certain intérêt à la physique. Son entourage ne parvenait à comprendre pourquoi. L'auteur non plus.

Néanmoins, le nouvel élan qu'il donna à l'étude des mathématiques et de la physique eut des résultats. Des hommes comme Newton commencèrent à formuler des lois scientifiques qui devaient transformer la face de la terre. Le moment était venu de cueillir tous les fruits qu'avait portés la Renaissance : et l'âge mécanique était prêt à commencer.

Malheureusement, le nouvel intérêt pour les machines, le nouveau désir de produire des marchandises mécaniquement, la force attractive des villes et l'exode rural commencèrent à produire des effets désastreux sur l'agriculture. Personne n'a exprimé ce changement d'une façon aussi poignante que Goldsmith dans *Le Village Désert*. Il écrit : (10)

Malheur au pays où la richesse s'accumule et les hommes dépérissent ! Que des Princes ou des Seigneurs vivent ou meurent ; un souffle les a faits, un souffle peut les faire encore ; mais les Laboureurs robustes, qui font l'honneur de leur patrie, une fois détruits, ne pourront jamais être remplacés.

Il fut un temps, avant que l'Angleterre connût les malheurs, où le quart d'un arpent de terrain nourrissoit son cultivateur ; un labour léger lui offroit une subsistance frugale, lui fournissoit ce que la vie exige, et rien de plus : les plus fidèles compagnes étaient l'innocence et la santé ; son seul trésor était l'ignorance des richesses.

Mais les temps sont changés ; le commerce avec son cortège impitoyable usurpe les terres et dépossède les Cultivateurs...

Goldsmith est peut-être un peu enclin à donner trop d'importance aux vertus de la pauvreté ; mais il a écrit avec sentiment des faits qu'il connaissait. Dans un ouvrage court de ce type, il serait impossible de retracer toutes les répercussions et les conséquences de la révolution industrielle : quoi qu'il en soit, cette question sera traitée dans le chapitre suivant. Comme ouvrage de référence, je ne peux que recommander le traité approfondi de G. M. Trevelyan sur l'histoire britannique au dix-neuvième siècle.

Cet ouvrage, quoique partial et écrit d'un point de vue désespérément libéral, donne une image très juste des changements sociaux que j'essaie d'esquisser.

En résumé, le grand exode rural commença. L'âge de l'homme mécanisé approchait. La nouvelle plutocratie et ceux des vieux Whigs qui étaient pervers par tempérament commencèrent leur terrible offensive finale contre les vieux gentilshommes campagnards. Elle fut d'autant plus épouvantable que les vieilles « familles de souche » ne furent pas simplement déracinées et annihilées. Elles furent soumises à de nombreuses transfusions de sang marchand avant de subir l'humiliation finale de devoir accepter des gendres juifs pour sauver la terre à laquelle elles étaient éperdument cramponnées.

Ce chapitre ne traite pas particulièrement d'économie : et nous reporterons donc au prochain notre examen des conséquences que la révolution industrielle entraîna sur la vie des gens ordinaires en Angleterre. Sur le plan politique, le fait le plus important est que les deux partis qui étaient enfermés dans une lutte à mort furent contraints d'attirer de nouveaux alliés. Le système de partis avait rapidement dégénéré en ce marchandage électoral éhonté qui, dans une forme ou une autre, est la caractéristique inaliénable de la démocratie. A la fin du dix-huitième siècle, les élections étaient saluées avec une immense joie par le pays. Car, à chacune d'elles, les candidats faisaient distribuer sans compter de la bière, du bacon et de l'argent. \* Les agents électoraux écrivaient de leur plus belle plume dans leurs livres comptables : « Pour le vote de M. Ebenezer Smith £ 30, (trente livres). » Les circonscriptions électorales furent fort astucieusement découpées de manière à permettre aux intérêts particuliers de jouer pleinement.

Au moment de la grande Loi de réforme de 1832, un député avoua que son arrondissement était une maison inhabitée, un autre dit que le sien était une vieille taupinière et un troisième déclara avec un sourire que le sien était au fond d'un étang depuis vingt ans. Toujours est-il que ce système était préférable à celui qui était sur le point d'être inauguré. Car la Loi de réforme de 1832 était simplement et uniquement conçue pour donner le droit de vote aux petits commerçants, de sorte que le lien entre la politique et l'argent devint encore plus étroit qu'auparavant. Environ 35 ans plus tard, le Juif Disraeli décida de faire appel aux artisans pour contrebalancer les petits commerçants. Pour toute récompense, il fut chassé du pouvoir par ceux à qui il avait accordé le droit de vote. Même à cette époque, les travailleurs anglais n'aimaient pas les Juifs.

Pour récapituler, on peut dire qu'à partir de 1832 tout l'art de la politique anglaise consista à faire des promesses sans aucune intention de les tenir. Et après l'extension du droit de suffrage aux classes ouvrières, ce principe pernicieux s'affirma encore plus nettement.

Le parti libéral, issu de la lie de tout ce qui restait des pires éléments de la ménagerie whig, se fit passer pour l'ami du peuple au moyen d'arguments que nous verrons dans le chapitre suivant. Quelque chose de nouveau, appelé parti conservateur, prit son essor au dix-neuvième siècle ; il représentait les pitoyables velléités qu'avaient les propriétaires et les patriotes de suggérer que l'État avait des revendications non moindres que celles de l'individu. Cette pauvre bande d'idéalistes erra dans les tristes décennies du dix-neuvième siècle, jusqu'à ce que Benjamin Disraeli l'eût découverte et habilement conduite dans la cour extérieure du palais de la haute finance. Elle attendit là jusqu'à ce que, au tournant du siècle, le lâche libéral Joe Chamberlain l'eût achetée en gros, les dirigeants, les membres et les parasites. Dès lors, le parti conservateur ne fut plus qu'un moyen d'expression plus respectable, plus délicat et, en fait, plus raffiné du mercantilisme avide. Ainsi, M. Churchill, au début de sa malheureuse carrière, put demander en toute conscience à ses amis expérimentés s'il devrait offrir – ou vendre – ses services au parti libéral ou au parti conservateur. Peu importait lequel. Un importateur étranger méthodiste était naturellement libéral. Un soldat membre de l'Église anglicane était probablement conservateur. Tous deux rendaient un culte aux dividendes qu'ils recevaient de leurs investissements à l'étranger et tous deux tremblaient probablement à l'idée d'être entravés par un empire indépendant. Dans l'ensemble, les conservateurs étaient un peu plus honnêtes, un peu moins avides, que les libéraux. Mais ils n'existaient que comme une sorte de repoussoir à la politique libérale. Qu'ils fussent au pouvoir ou non, les pauvres conservateurs étaient l'opposition perpétuelle. Les impitoyables financiers de la City ne voulaient pas qu'on ait l'impression qu'il n'y avait qu'un seul parti dans l'État. Leurs buts et leurs activités devaient être occultés : mais, en fin de compte, les conservateurs gagnèrent tellement de partisans dans le peuple qu'il devint nécessaire de les absorber. Joe Chamberlain ayant accompli cet exploit, le parti libéral s'atrophia et disparut, alors que ses seuls représentants vivants n'étaient que quelques vieux messieurs pour qui il n'y avait pas de place dans le

bercail conservateur. Sa disparition fut grandement facilitée par l'apparition, au tournant du siècle, d'un nouveau parti tout à fait impertinent du nom de parti travailliste. Ces arrivistes exigèrent même que les ouvriers fussent directement représentés au parlement au lieu d'être représentés par leurs employeurs. Personne ne pouvait dire ce que ces individus déraisonnables demanderaient ensuite : et donc il n'était pas plus mal que le parti libéral soit condamné à mort. Bien sûr, les dirigeants de ce nouveau mouvement étaient pour la plupart des gens ordinaires et un peu de flatterie, conjuguée à une corruption du meilleur goût, produirait sans nul doute son effet. Pourtant, ils utilisaient des mots bizarres comme celui de « socialisme », ils parlaient des droits du prolétariat et certains d'entre eux utilisaient même le terme affreux de « révolution ». Il était clair qu'il n'y avait pas besoin de deux partis et de cette nouvelle menace : et, en conséquence, bien que le parti libéral survécût encore quelques années, il se délabra progressivement : et ceux qui y seraient autrefois entrés pour chercher fortune préférèrent rejoindre les infortunés socialistes. Plus d'un parvint à y réaliser ses ambitions personnelles.

Mais le fait essentiel à noter est que, de 1832 jusqu'à aujourd'hui, la technique principale de la démocratie britannique a été constamment fondée sur un seul et unique principe : « Plus vous promettez au peuple, plus vous pouvez vous attendre à obtenir son vote. » Il devint primordial de faire des promesses séduisantes : et le politicien habile était celui qui pouvait les violer et conserver sa réputation d'honnêteté. Stanley Baldwin n'a probablement pas son pareil dans cet art ignoble.

La plupart des gens vivaient dans le plus grand dénuement : et l'objectif stratégique principal des classes dirigeantes était de les maintenir dans la sujéction, les conservateurs en les exhortant à faire des sacrifices et les libéraux, dans leur temps, en distribuant des pourboires au lieu de salaires. Lorsque les socialistes firent leur apparition, il devint impératif de convertir leurs dirigeants en membres honoraires des classes dirigeantes aussi rapidement que possible ; la présence dans leurs rangs d'un certain nombre de jeunes gens de « bonne famille » en fournit à la fois l'occasion et l'illusion.

Dans ce contexte général, nous pouvons maintenant examiner de plus près le système économique qui s'était progressivement développé en Angleterre depuis le début de la révolution industrielle. Nous pouvons commencer à interpréter l'histoire moderne à la lumière de l'histoire plus ancienne. Si l'Angleterre avait beaucoup perdu dans la période que nous avons considérée, elle avait conquis un empire. Mais il faut étudier sa philosophie politique avant de comprendre comment elle avait l'intention de l'utiliser.

William Joyce, *Twilight of England*, Internationaler Verlag, Berlin W 15, 1940, traduit de l'anglais par B. K.

- (1) Coupe-Agag-En-Morceaux-Devant-Le-Seigneur. ( NDT.)
- (2) Benjamin Jonson (1572 – 1637) : dramaturge, acteur et poète de la Renaissance anglaise. Contemporain de Shakespeare, il est surtout connu pour ses pièces satiriques. Tribulation Wholesome est un personnage de « The Alchemist » et Zeal-in-the-Land Busy de « Bartolomew Fair » ; tous deux sont des caricatures du puritain. ( NDE.)
- (3) Partisans de Charles I dans sa lutte contre le parlement. ( NDE.)
- (4) Thomas Wentworth, premier comte de Strafford (1593 – 1641) : homme d’État anglais et figure majeure de la période précédant la guerre civile anglaise. Il fut membre du parlement et partisan du roi Charles I. De 1632 à 1639, il gouverna l’Irlande d’une main de fer. Rappelé en Angleterre, il devint le principal conseiller du roi et essaya de renforcer la position du roi par rapport au parlement. Quand le parlement le condamna à la mort, Charles signa l’ordre d’exécution et Wentworth fut exécuté. ( NDE.)
- (5) Ses sympathies pro-catholiques et son autorité arbitraire conduisirent les Whigs et les Tories à s’unir pour inviter sa fille aînée, Mary et son mari, Guillaume d’Orange, à monter ensemble sur le trône. Jacques II fut battu à Boyne (1690), alors qu’il essayait de reconquérir le trône. A la suite de cet échec, il s’exila en France. ( NDE.)
- (6) Membres ou partisans du parti puritain durant les guerres civiles du dix-septième siècle. ( NDE.)
- (7) Il s’agit de Jacques II. ( NDE.)
- (8) Satiriste anglais né en Irlande (1667-1745). ( NDE.)
- (9) La Ligue d’Augsbourg était une coalition européenne comprenant l’Autriche, la Bavière, le Brandebourg, les Provinces-Unies, l’Angleterre, le saint empire romain germanique, l’Irlande, le Palatinat, le Portugal, la Savoie, la Saxe, l’Ecosse, l’Espagne et la Suède. Fondée en 1686, elle prit le nom de Grande Alliance après que l’Angleterre l’eut rejointe en 1689. Elle fut formée dans le but de stopper l’expansion de la France de Louis XIV. ( NDE.)
- (10) In L’Esprit des journaux, françois et étrangers, N° 11, Société de gens de lettres, 1777. ( NDE.)

Le crépuscule de l’Angleterre (2)

Le développement économique

Le lecteur a peut être innocemment espéré à la fin du dernier chapitre que l’examen historique était terminé. Sur cette terre, les innocents sont souvent maltraités et les optimistes souvent déçus. Notre rapide tour d’horizon était destiné à préparer le terrain pour l’étude des questions qui sont d’une importance capitale aujourd’hui : et aucune étude de ce genre ne peut exclure complètement le sujet

du développement économique de l'Angleterre au cours du siècle dernier : car il faut remonter à l'origine du capitalisme moderne pour en comprendre la nature.

À la fin du dix-huitième siècle la population de l'île était environ cinq fois moins nombreuse qu'elle ne l'est aujourd'hui : et la terre était capable de subvenir à ses besoins. La pauvreté existait certainement : mais elle était due à la mauvaise gestion et à l'imperfection de l'échelle des valeurs sociales, non à une insuffisance de richesses naturelles. Si l'Angleterre avait moins de dix millions de personnes à nourrir aujourd'hui, sa position économique serait très certainement différente de ce qu'elle est. Il faut essayer de comprendre que la Révolution Industrielle représenta une transvaluation de toutes les valeurs. Jusque-là le peuple s'était contenté de vivre de la terre et la nature subvenait à ses besoins, simples mais, en général, convenables : cependant, avec l'essor des grandes villes, il commença à espérer des salaires relativement élevés, qui, les premiers temps, furent effectivement utilisés pour attirer les paysans sains dans les usines. Nous qualifierions sans aucun doute ces salaires de risiblement bas : mais ils semblaient d'abord élevés aux campagnards, parce qu'ils n'avaient pas l'habitude de toucher beaucoup d'argent et qu'ils ne se rendaient pas encore compte à quel point la vie en ville serait coûteuse. Ayant été habitués à vivre de leur propre terre, ils étaient incapables de concevoir les pièges du commerce urbain.

Le désir de manipuler davantage d'argent ne fut pas la seule cause de la transmigration fatale qui se produisit. Un autre facteur puissant fut la destruction de l'industrie textile familiale par la concurrence écrasante des usines. Le génie d'hommes comme Crompton et Arkwright avait rendu possible un approvisionnement plus grand, plus rapide et plus uniforme de produits filés et tissés : mais il avait, pour des raisons évidentes, mené à la ruine l'artisan tisserand et l'artisan fileur. Ainsi le Village Désert de Goldsmith ne fut pas tant une description qu'une prophétie. L'agriculture allait en s'affaiblissant : et comme les vieux propriétaires se retrouvaient dans des difficultés toujours croissantes, les industriels, libéraux ou whigs, décidèrent de mettre fin non seulement à leur pouvoir politique, mais aussi à leur existence économique. De nombreuses années de propagande furent nécessaires pour préparer la voie à l'abrogation des lois sur le blé en 1846 : mais une fois que les libéraux furent bien aux commandes, après leur victoire de 1832, il fallut s'attendre à ce que la politique d'importation de nourriture étrangère bon marché fût adoptée, quelles qu'en fussent les conséquences pour le fermier britannique, qui n'était plus considéré comme la colonne vertébrale du pays, mais plutôt comme une sorte de panse qui tenait chaud en hiver mais entravait les mouvements tout au long de l'année.

Pour comprendre la passion pour le libre-échange, caractéristique du libéralisme industriel, il faut d'abord se rendre compte que les employeurs voulaient de la nourriture bon marché pour leurs salariés, non pas afin que ceux-ci puissent en avoir en grandes quantités, mais dans le seul but de maintenir les salaires à un niveau aussi bas que possible. En effet, dans la plupart des usines dans les premières décennies du siècle dernier, il était d'usage courant de payer tout ou une partie des salaires en nature,

principalement en nourriture. Autrement, on installait des magasins dans les usines et les salariés recevaient des coupons avec lesquels ils pouvaient et devaient acheter les marchandises obtenues par l'employeur aux prix les plus bas possibles. Toute augmentation du prix de la nourriture l'obligeait à payer une part plus grande des salaires en argent : car il devait maintenir ses ouvriers en vie. Tout ouvrier qui s'attendait à gagner plus que ce dont il avait besoin pour survivre était considéré comme un révolutionnaire très dangereux et était accusé d'impiété ou d'alcoolisme, ou des deux. En tout cas, l'avantage d'une main-d'œuvre bon marché était mis en exergue. À la fin, le Parlement fut contraint de voter plusieurs lois interdisant le paiement des ouvriers en nature. Des témoignages devant une commission royale montrèrent que les ouvriers avaient l'habitude d'entrer chez le barbier avec des canettes de bière pour lui demander combien il en boirait en échange d'une coupe de cheveux.

D'autre part, si les paysans furent cruellement déçus par les conditions de vie industrielles, ils furent tout aussi horrifiés par leurs salaires que par la durée de leur journée de travail. Bien sûr, un fermier est habitué à travailler de longues heures, mais pas dans une mine de charbon ou dans une usine sale du type de celles qui fonctionnaient dans les premiers temps. Les hommes devaient travailler 16 heures par jour : et, dans la première décennie du dix-neuvième siècle, le Parlement passa une loi bienveillante en vertu de laquelle les femmes ne pouvaient pas être obligées de travailler plus de 12 heures par jour dans une usine. Dans certaines mines de charbon, on remplaçait les poneys par des femmes. Les enfants, dès l'âge de six ans, étaient forcés de travailler pendant de longues heures dans ces usines et étaient fouettés presque à mort s'ils semblaient faire preuve de laisser-aller ou de négligence. Presque tous les employeurs étaient de bons pratiquants qui faisaient l'éloge de la liberté et de la démocratie et accusaient les gentilshommes de campagne d'être des conservateurs réactionnaires. Ces exploiteurs d'esclaves ne cessaient jamais de psalmodier les slogans de la Révolution française sur la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. On continuait à penser que la naissance et la race devaient prévaloir sur l'argent dans le gouvernement du pays. On continuait aussi à penser que l'agriculture pouvait être sauvée. Ces idées répugnaient aux seigneurs de la nouvelle démocratie. L'aristocrate, le propriétaire terrien, l'idéaliste était décrit comme l'ennemi des ouvriers, qui menacerait toujours leur liberté. C'est dans cette atmosphère sacrément hypocrite que prit progressivement naissance l'école de philosophie politique qui permit à M. Chamberlain de dire, le 3 septembre 1939, que l'Angleterre déclarait la guerre à l'Allemagne pour la défense de la liberté.

Alors qu'approchait, au siècle dernier, la lutte finale pour éliminer tout ce qui n'empestait pas le matérialisme, il était bien naturel que les industriels libéraux se dotassent d'un instrument de propagande. L'École d'Économie de Manchester était née. On acheta et on assembla des philosophards de dixième ordre et on les chargea d'inventer la science économique et de justifier les abominations dont les ploutocrates radicaux ventripotents se rendaient quotidiennement coupables envers les masses. Les doctrines de cette prétendue école étaient très simples. La grande et éternelle vérité de l'économie fut écrite en lettres d'or : « Acheter sur le marché le plus bas, vendre sur le marché le plus

haut ». Ce précepte ayant été dévotement accepté, toutes les autres grâces nécessaires au salut suivraient d'elles-mêmes. Alléluia !

Il n'y avait rien de plus juif que cela. Dès lors, naturellement, la chair humaine et le sang humain devaient aussi être achetés sur le marché le plus bas et leurs produits vendus sur le plus bas – pour le bien du cher vieil employeur bienveillant qui érigéait à l'extérieur de ses ateliers de misère un tabernacle en étain où ses ouvriers, sous peine de renvoi, devaient aller chaque dimanche remercier Dieu d'être pauvres et entendre des sermons sur la providentialité de leur condition simple et de leur « position sociale ». Et, bien sûr, un autre grand précepte était celui du libre-échange. L'Angleterre était en avance de presque cinquante ans sur les pays du continent en ce qui concernait cette Révolution Industrielle.

Et, pour son plus grand malheur, elle basa nombre de ses calculs sur cet avantage préliminaire et passager. Pendant un demi-siècle, elle fut pratiquement sans rival dans les industries manufacturières. Napoléon, malgré sa tentative de blocus de l'Angleterre – une tentative aussi insensée que la tentative anglaise de blocus de l'Allemagne aujourd'hui – se rasait avec des rasoirs Sheffield à deux ou trois guinées la paire, ses armées étaient vêtues de laine du Yorkshire et les bottes de plusieurs milliers de ses soldats étaient faites de cuir anglais. Il y a de quoi s'étonner qu'il ait été autorisé à obtenir ces fournitures : mais on ne s'en étonne plus quand on se demande si les nouveaux ploutocrates font passer leurs profits avant leur pays. Il en est ainsi aujourd'hui, il en a toujours été ainsi et il en sera toujours ainsi, aussi longtemps que le capitalisme libéral durera.

Naturellement, les guerres napoléoniennes furent une bénédiction pour les marchands anglais, à qui la spéculation boursière des Rothschild sur la bataille de Waterloo avait permis d'arrondir leurs fins de mois. J'ai dit « spéculation », bien que le mot d'« escroquerie » soit plus juste. L'Europe était déchirée et dévastée par les conflits, aucun pays européen n'était à l'abri d'une invasion et l'Angleterre, protégée par sa position insulaire, défendue par sa marine, pouvait poursuivre rapidement le développement de ses nouvelles industries manufacturières, se félicitant de ce que presque toutes les nations dans le monde se réjouissaient de recevoir ses exportations. Aussi prometteuses que semblaient ces perspectives d'avenir, elles avaient deux défauts très graves. D'abord, il était considéré comme certain que l'Angleterre resterait pour toujours l'atelier du monde : et aucune illusion n'aurait pu être plus dangereuse. Deuxièmement, la prospérité galopante des plus fortunés ne se reflétait pas dans la condition des masses. Les ouvriers qui aspiraient à de meilleures conditions étaient considérés comme des traîtres et même, de temps en temps, abattus, comme au fameux massacre de Peterloo.

Cependant, l'École de Manchester s'entendait très bien à chanter les vertus éternelles du Libre-Échange. D'abord la théorie fut que le marchand devait mettre à sac le monde entier pour trouver les matériaux les moins chers, afin de pouvoir faire de gros bénéfices ou au moins, grâce à une concurrence impitoyable, chasser du marché tous les rivaux, britanniques ou autres, qui lui résisteraient. Progressivement, l'idée s'imposa que la condition sine qua non pour faire de bonnes affaires était la main-d'œuvre bon marché : et c'est ainsi que les princes-marchands de la Grande-Bretagne recherchèrent des produits fabriqués par des esclaves, ou au moins par une main-d'œuvre sous-payée, partout où il s'en trouvait ; et, à la fin, le grand principe démocratique du Libre-Échange devint synonyme d'oppression des masses dans de nombreux pays du monde, afin que les ploutocrates libéraux de l'Angleterre puissent obtenir leurs matériaux au moindre prix. C'est dans ces circonstances qu'apparut aussi la doctrine selon laquelle le Libre-Échange était indispensable à la politique d'investissement international. D'après ce que nous avons déjà vu de la nouvelle ploutocratie, il ne fallait guère s'attendre à ce que ses membres fussent particulièrement désireux d'investir leur argent en Grande-Bretagne par pur patriotisme.

Une telle idée aurait senti trop fort le nationalisme. L'investissement était pour eux un beau moyen de faire de l'argent, au mépris des frontières nationales, des obligations nationales ou des droits nationaux. La seule règle était : « Investissez votre argent ou celui des autres partout où vous pouvez obtenir les plus grosses dividendes en toute sécurité. Sacrifiez même la sécurité si nécessaire. » C'est ainsi que naquit l'école de finance internationale, dans laquelle les Rothschild et autres usuriers juifs furent des professeurs très capables. En fait, la mentalité de l'Angleterre prenait un tel tour que les Juifs se préparaient au jour béni où la Grande-Bretagne serait une de leurs colonies. Ces trois principes – la concurrence impitoyable, le libre-échange à n'importe quel prix et les investissements sans aucun égard pour le sang, la nation ou la race – sont essentiels au capitalisme international, dans l'intérêt duquel la Grande-Bretagne a mobilisé ses forces pour détruire l'Allemagne national-socialiste. Ce sont là les axiomes de l'ordre ancien et il faudra les avoir bien à l'esprit dans le reste de notre étude. Plus tard, il sera possible de développer cette thèse, quand nous en arriverons à l'époque où l'argent et le confort avaient transformé les descendants des anciens ploutocrates en faux gentilshommes : ou peut-être est-ce que, grâce à leurs richesses, ils purent changer le sens du mot « gentilhomme », qui est considéré avec la plus grande méfiance dans la société anglaise d'aujourd'hui.

Alors que les sombres prêtres du désespoir psalmodiaient l'inexorable loi selon laquelle un ouvrier ne peut pas gagner plus qu'il ne lui en faut pour survivre, des réactions devaient nécessairement se produire. En effet, cette propagande était si forte et l'ignorance du peuple était telle qu'une théorie monstrueuse s'imposa après un certain temps. Cette théorie était que des millions d'hommes et de femmes viennent au monde pour trimer, trimer et trimer sans avoir moralement le droit d'améliorer leur condition autrement qu'en dévalisant habilement les autres. Cette idée horrible, toujours fortement établie dans l'esprit des capitalistes britanniques, implique que les masses doivent être pauvres et qu'elles doivent s'estimer heureuses si elles réussissent à joindre les deux bouts et à quitter

ce monde aussi pauvres qu'elles y sont entrées. Des exceptions seraient permises, bien sûr. Si un membre de cette classe d'esclaves s'avérait exceptionnellement doué pour diriger les esclaves, s'il avait amassé juste assez d'argent pour lui permettre d'en extorquer davantage à un autre, s'il approuvait sans réserve les règles sacrées, il était en situation de trouver un patron et d'être finalement admis dans l'Ordre de Mammon. Il était considéré comme un gars prudent qui avait la bosse des affaires. Ni la force physique, ni l'intelligence créatrice, ni la noblesse de caractère n'étaient nécessaires : il suffisait d'avoir une bonne connaissance de la loi des profits et pertes et de la psychologie des imbéciles. C'était ainsi que l'on passait du taudis au palais : et il en est encore ainsi en Angleterre aujourd'hui. Seuls ceux qui ont vécu en Angleterre sans argent et sans soutien savent que le système n'a rien à offrir à ceux qui n'ont rien d'autre à offrir que leur force physique, leurs capacités intellectuelles et leur caractère. L'homme qui offre ses services à la communauté est éconduit du bureau d'emploi chaque jour : et il est rejeté de mille autres endroits aussi.

Même au milieu du siècle dernier, il y eut une réaction à ce code de servitude perpétuelle. De grands philosophes comme Thomas Carlyle et de mauvais Juifs comme Karl Marx furent loquaces sur le sujet. Pour l'essentiel, le manifeste de 1848 fut écrit dans la même langue et dans la même perspective que les traités écrits pour le compte du capitalisme libéral. Le marxisme et le capitalisme n'étaient que deux aspects du même problème. Les capitalistes voulaient confisquer la propriété privée. Marx affirma qu'elle ne devait pas exister du tout. Ils utilisèrent la religion pour masquer l'immoralité de leur conduite et Marx répondit en dénonçant la religion en bloc comme « l'opium du peuple ».

Ils exigeaient des profits déraisonnables et, en réponse, Marx inventa la théorie de la valeur ajoutée. Par son matérialisme grossier, il était sur la même ligne que ceux qu'il attaquait. Le résultat de ses efforts et d'autres efforts de ce genre fut la prétendue lutte des classes, un phénomène bestial érigé en vertu suprême. Plus tard, comme les princes-marchands avaient commencé à utiliser le patriotisme comme une arme de propagande, quand il se trouvait qu'il servait leurs propres objectifs, les pauvres se tournèrent vers l'internationalisme. Ce résultat ne pouvait pas déplaire aux disciples de la finance internationale. Ainsi naquit le socialisme international – une chose aussi stérile, aussi plate, aussi grossièrement matérialiste que le système inique qui avait provoqué une réaction chez les ouvriers. Les doctrines négatives, destructives, abrutissantes, de la Révolution française jetèrent de l'huile sur le feu. Et l'on assista bientôt au triste spectacle d'une immense classe ouvrière induite par les libéraux politiques à demander sa liberté aux derniers restes de l'aristocratie, pendant que les industriels libéraux les broyaient par la loi d'airain des salaires. Il n'est pas étonnant que les conservateurs ne connaissent pas la réponse à cette énigme ! Et c'est ainsi que la pensée politique anglaise fut détournée de son cours pendant des décennies et continue à l'être aujourd'hui encore.

Des hommes comme Carlyle pouvaient parler les langues des anges (1) : mais une fois que l'amertume qu'avait fait naître la lutte des classes eut infecté l'âme de la nation, la haine commença à sourdre, très

lentement d'abord, plus vigoureusement en ce siècle, à tel point que cette petite source peut maintenant se transformer à tout moment en une cascade ou en un torrent qui balaiera tout sur son passage. Personne ne sait quand, encore moins ceux qui ont fait la guerre à l'Allemagne. Dans le chapitre suivant, nous tenterons de déterminer certaines des conséquences politiques majeures de la tendance fratricide que la Révolution Industrielle a introduite dans la vie anglaise.

Du point de vue de l'économie, cependant, le plus tragique fut que personne ne vit le moyen de réconcilier la propriété privée avec une juste distribution de celle-ci, que personne ne vit le moyen d'identifier l'individu avec l'Etat, que personne ne perçut la nécessité d'investir dans l'économie nationale plutôt qu'à l'étranger et que personne ne fut capable de faire la distinction entre le profit comme récompense de la capacité d'organisation et le profit comme piraterie : et enfin personne ne vit la nécessité vitale de trouver un juste équilibre entre l'agriculture et l'industrie manufacturière. Personne ne fut assez puissant pour sauver l'agriculture de son destin et l'histoire se chargera tôt ou tard de montrer de façon éclatante ce que ce destin signifiait pour l'Angleterre. Le pouvoir de l'argent avait conquis et avait obscurci la vision de presque tous les philosophes dont les avertissements, comme ceux de Cassandre, n'avaient pas été pris en compte.

C'est lentement et avec toutes les peines du monde que naquit un mouvement syndical, qui se battit bec et ongle pour obtenir un peu plus d'argent et des conditions légèrement meilleures pour les ouvriers. Il fallut cependant attendre la fin du siècle dernier pour que ces syndicalistes s'aperçoivent que les libéraux qui les avaient drogués avec le chartisme, la démocratie et toutes sortes de soporifiques 'idéologiques n'étaient en fait ni plus ni moins que les troupes d'assaut du capitalisme. Ils ne purent alors former qu'un parti socialiste infecté des mêmes erreurs matérialistes que le parti libéral qu'ils avaient résolu de rejeter. Tout ce temps, le parti conservateur louvoya sans but, sans aucune politique réelle, battant le tambour du patriotisme, protestant de temps en temps contre le sort de quelqu'un comme Gordon, que les libéraux avaient trahi : j'y reviendrai dans le chapitre suivant.

Pendant que l'Angleterre était donc plongée dans des querelles intestines, pendant que les ouvriers luttaient pour le pain et les financiers pour la suprématie, presque tous les Anglais s'étaient laissés hypnotiser par l'idée que l'Angleterre était le pays le plus fort, le plus grand, le plus libre et le plus prospère dans le monde. Les collets montés de la City étaient si imbus d'eux-mêmes et vaniteux qu'ils ne virent pas la révolution des plus fatales qui avait lieu sous leurs yeux. Pendant qu'ils remplissaient toujours pieusement leurs coffres, le reste du monde décida que l'Angleterre ne devrait plus avoir le monopole des industries manufacturières. D'autres nations, qui vivaient alors dans la paix, en conclurent qu'elles pouvaient aussi bien produire elles-mêmes, avec leur propre main-d'œuvre et à leur propre avantage, les marchandises qu'elles avaient autrefois importées. Peu à peu les anciens clients de l'Angleterre devinrent ses concurrents, d'abord sur leur propre territoire, ensuite sur les marchés internationaux et finalement, grâce au libre-échange, sur le sol anglais lui-même. Ainsi la base même de

la suprématie industrielle de l'Angleterre commença à s'effondrer. Il va sans dire qu'elle ne se brisa pas en un jour ou même en une décennie : mais le processus de désintégration, une fois engagé, alla s'intensifiant, à tel point que, ces dernières années, la Grande-Bretagne n'a pu exporter que la moitié de ce qu'elle a importé. C'est pourquoi, alors que l'édifice insensé de ses finances chancelait sur des fondations minées, M. Chamberlain a choisi la guerre comme seul moyen de cacher la vérité : car la guerre, plus que tout, détruit les valeurs et brouille les cartes.

Les États allemands furent parmi les premières nations à exiger le droit de fabriquer leurs propres marchandises. Grâce à une meilleure coordination des trois unions douanières, (2) la puissance économique allemande grandissait : et quand Bismarck alluma son fameux cigare sur le champ de bataille de Sadowa, il fit aussi envie à la ploutocratie anglaise enjuivée. Quand, en 1871, l'Empire allemand fut proclamé à Versailles, les pieux profiteurs de la City de Londres commencèrent à penser qu'ils avaient trouvé en lui un concurrent commercial sérieux. L'entourage de la reine Victoria était tout à fait favorable à l'amitié entre les deux pays : et les deux peuples éprouvaient une amitié naturelle et instinctive l'un pour l'autre, en vertu d'une affinité psychologique que même deux guerres n'ont pas pu détruire. Mais le fils de la reine Victoria, l'héritier, Edouard, prince de Galles, commença, aussitôt qu'il en fut physiquement capable, la vie dissolue qui devait faire de lui le client royal des usuriers juifs et le mettre, ainsi que tout son entourage, à la merci d'hommes comme Speyer et Cassel.

En raison de la mise en vigueur de la politique d'investissement international, le libre-échange conserva son empire sur la politique commerciale britannique : mais, chaque jour qui passait, la prémissse majeure sur laquelle reposait sa théorie s'affaiblissait. Bien avant la fin du siècle dernier, il aurait dû être facile de prévoir que la géographie et la science interdisaient pareillement à l'Angleterre de rester l'atelier du monde. Mais l'avidité et la clairvoyance ne vont pas ensemble. Au lieu de sagement se concentrer sur son propre empire, l'Angleterre prit la résolution fatale de considérer les pays protectionnistes comme des ennemis.

Par conséquent, on renonça au réalisme, alors même que le complot des Juifs pour asservir le monde à la finance internationale était déjà très avancé : et aucun autre instrument ne pouvait mieux leur convenir que l'Angleterre. Quand la Grande-Bretagne acquit des actions du canal de Suez, ce fut naturellement aux Rothschild que Disraeli demanda un prêt. Leur taux était plus élevé que celui de la Banque d'Angleterre : mais ils étaient déjà trop puissants pour avoir à craindre la colère du contribuable. En fait, ils étaient si puissants qu'ils étaient le véritable gouvernement du pays.

Le libre-échange resta donc un principe sacro-saint : avec la même rigidité bornée qui les avait amenés à repousser les revendications du peuple, les princes-marchands refusèrent de s'adapter aux

circonstances nouvelles. Convaincus que l'argent pouvait tout acheter, dans l'ordre spirituel comme dans l'ordre matériel, ils crurent qu'ils pourraient résister à tous les changements : et c'est dans cet esprit que la politique étrangère britannique fut conduite.

Il convient de dire quelques mots d'une dernière caractéristique de la pseudo-philosophie anglaise du dix-neuvième siècle. C'est la conception de l'État. Dans la première partie du siècle précédent, l'École de Manchester s'était opposée à tout étatisme. C'est là un concept classique du libéralisme. John Stuart Mill, Jeremy Bentham et de nombreux autres charlatans affirmèrent que l'État devait être un simple chien de garde. Apparemment, cette doctrine visait à accorder le plus de liberté possible à l'individu. En réalité, l'objectif était que le gouvernement ne se mêle pas des procédés des capitalistes et qu'il mate les ouvriers, s'ils devenaient gênants. Autrement dit, les plutocrates considéraient l'État comme une police conçue pour protéger leur propriété privée en Grande-Bretagne et à l'étranger. Le patriotisme consistait à avoir recours à la force armée pour défendre ou faire fructifier les investissements à l'étranger. En attendant, le peuple appelait en vain ses dirigeants à gouverner plus vigoureusement et à réguler les relations sociales dans l'intérêt de la justice. Carlyle décrivit la situation dans ces termes :

« Dans ces temps difficiles, où le paiement comptant est le seul lien entre l'homme et l'homme, les Classes Laborieuses déclarent aux oisifs, de la façon embarrassée mais catégorique qui leur est propre, qu'elles veulent être dirigées : qu'elles doivent l'être, sous peine de chartismes, de brutalités, de coups de chien et de choses encore plus noires que celles-là... le paiement comptant est le seul lien : et il y a tant de choses que l'argent n'achètera pas ! L'Argent est un grand miracle, pourtant il n'est pas tout-puissant dans les cieux, ni même sur la terre. »

Ainsi, avec le libre-échange, la concurrence illimitée, l'investissement international, la servilité de l'État à l'égard du commerce, la conception matérialiste de l'histoire, la pauvreté extrême, les débuts du marxisme, une aristocratie en décomposition et, en conséquence, une agriculture en déclin, les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse étaient prêts à remonter encore une fois à cheval.

William Joyce, *Twilight of England*, Internationaler Verlag, Berlin W 15, 1940, traduit de l'anglais par B.K.

(1) La référence est à 1 Corinthiens 13,1. (Note de l'Editeur.)

(2) En 1828, il existait trois unions douanières en Allemagne : au nord, l'union prussienne ; au centre, l'union de Thuringe et, au sud, l'union bavaroise. (Note de l'Editeur.)